

Pour le Mercosur, un accord très géopolitique avec l'UE

Julien Bouissou

Le traité de libre-échange est vu comme un moyen d'intégration régionale et une réponse à la politique protectionniste de Trump

Une semaine après l'enlèvement du président vénézuélien, Nicolas Maduro, par les forces spéciales américaines dans la nuit du 2 au 3 janvier et la nouvelle politique prédatrice de Donald Trump en Amérique du Sud, l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et quatre pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) a pris une dimension géopolitique. L'approbation donnée par la Commission européenne, vendredi 9 janvier, a été saluée par Luiz Inacio Lula da Silva, président du Brésil, comme un « *jour historique pour le multilatéralisme* ». Le Brésil est la première économie du bloc sud-américain, qui va former, avec l'UE, l'une des plus grandes zones de libre-échange au monde.

« *Cet accord affirme la primauté des règles dans les relations internationales, contrairement à l'approche des Etats-Unis, qui est celle de l'unilatéralisme, comme en témoignent les récents événements au Venezuela*, explique Marcel Vaillant, économiste à l'université de la République à Montevideo, en Uruguay, *et il renforce l'axe atlantique grâce à une plus grande harmonisation des règles avec l'UE.* »

Il y a dans cet accord « *bien plus que du commerce* », affirmait dès la mi-décembre 2025 le ministre des finances brésilien, Fernando Haddad. Le développement des échanges avec l'UE offre aux pays du Mercosur un moyen d'échapper aux ambitions impérialistes de Donald Trump et au raz de marée des importations chinoises. Les parts de marché de la puissance asiatique en Amérique du Sud sont passées de 7 % à 20 % entre 2005 et 2023.

Dante Sica, éditorialiste au quotidien argentin conservateur *La Nacion*, estime que ce traité est « *susceptible de réveiller un Mercosur endormi* », et même de le « *repositionner sur la scène internationale* ». L'UE est son deuxième partenaire commercial, après la Chine, avec des exportations qui s'élèvent à 57 milliards de dollars (49 milliards d'euros).

Mais les avis divergent sur l'utilité d'un rapprochement avec le Vieux Continent. « *Emmanuel Macron est incapable de dire que les Etats-Unis violent le droit international et Bruxelles s'est couché devant Washington en signant en juillet 2025 un accord douanier qui lui est défavorable*, selon l'économiste brésilien Paulo Nogueira Batista Jr. *Donc si l'UE n'a aucun poids diplomatique, comment peut-elle être un contrepoids face aux Etats-Unis ou à la Chine ?* »

Des exportations limitées

Dans une tribune intitulée « *Ça suffit !* », publiée le 19 décembre dans le journal uruguayen *El Observador*, les trois diplomates d'Uruguay, du Brésil et du Paraguay Guillermo Valles Galmes, Jorio Dauster et Manuel Maria Caceres se sont agacés des revirements de l'UE lors des négociations, qui ont duré vingt-six ans, et pointent sa « *perte de crédibilité* » : « *Le problème de l'Europe c'est son incapacité à prendre des décisions.* » Dans le podcast « *Paraguay Forward* », fin décembre, le président du Paraguay, Santiago Peña, assénait : « *Je ne crois pas que le Mercosur doive se concentrer sur l'Europe, le monde a les yeux rivés ailleurs.* »

Malgré les frustrations, le soutien des chefs d'Etat du Mercosur à cet accord est unanime. Pour le Brésil de Lula, il est un moyen d'intégration régionale et une réponse à la politique protectionniste de Donald Trump, en offrant de nouveaux débouchés. En Argentine, cet accord est un tremplin vers davantage de libre-échange, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'union douanière. Le Mercosur doit « *adopter des réformes en faveur de la liberté commerciale* », a lancé le président argentin, Javier Milei, le 3 juillet 2025. Dans ce même discours, le président libertarien a rappelé qu'au nom de la « *liberté commerciale* » l'union douanière avait signé, sous sa présidence, un accord avec l'Association européenne de libre-échange, qui regroupe Norvège, Islande, Liechtenstein et Suisse, pays non membres de l'UE, et poursuivi les négociations avec les Emirats arabes unis ou encore le Panama.

Cet accord va surtout ouvrir aux agriculteurs du Mercosur un marché européen de 450 millions de consommateurs, en particulier pour les éleveurs bovins et les producteurs de soja, de sucre ou d'éthanol. Au risque de renforcer la dépendance de la région vis-à-vis de l'agrobusiness. « *Le Brésil est un pays où 80 % de la population vit dans les villes, donc il ne pourra pas se développer juste en exportant des denrées agricoles*, alerte

l'économiste brésilien Paulo Nogueira Batista Jr. *Sans développement de l'industrie, les Brésiliens ne travailleront que dans des services à faible valeur ajoutée. »*

Marcel Vaillant minimise cependant la portée commerciale : « *Imaginer que les fermiers sud-américains vont s'enrichir est un fantasme entretenu par les agriculteurs européens, qui veulent toujours plus de protection. La réalité c'est que les débouchés sud-américains sont davantage en Asie qu'en Europe. »* De fait, les exportations vers l'UE seront limitées et encadrées par de nombreux garde-fous. « *Les agriculteurs argentins se fichent de la baisse des droits de douane s'ils ne s'appliquent qu'à des quantités limitées de produits exportés, ce qu'ils réclament surtout c'est une augmentation des quotas* », relativise Hector Torres, ancien diplomate argentin auprès de l'Organisation mondiale du commerce et chercheur au Centre for International Governance Innovation, basé au Canada.

L'UE a aussi imposé des mesures dites « miroir » pour que les produits importés d'Amérique du Sud soient soumis aux mêmes standards de production en matière de pesticides ou d'antibiotiques. « *Je comprends que les Européens ne souhaitent pas que nos agriculteurs utilisent des antibiotiques ou des pesticides. Mais s'ils ne laissent aucune trace dans les produits finaux exportés, pourquoi les interdire ?* », demande Hector Torres, qui estime que l'union douanière d'Amérique du Sud a accordé trop de concessions à Bruxelles.